



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

Lundi 11 mars 2013

Retraites : comme un air de déjà vu

La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a prévenu dimanche dernier : des « efforts » seront demandés « à tous les Français ». Un air connu. Revoilà le conseil d'orientation des retraites (l'effrayant COR !) qui sort du bois pour simuler un déficit terrible... en 2020 ! Et qui propose les « pistes » habituelles : nous faire travailler plus longtemps, augmenter les cotisations et baisser nos pensions.

De leur côté, le Medef et les directions syndicales, les « partenaires sociaux », qui décidément s'entendent comme larrons en foire, devraient annoncer cette semaine un accord sur les retraites complémentaires : elles ne seront tout bonnement plus indexées sur l'inflation !

Un gouvernement au service des patrons

Si rien n'est fait, le déficit des caisses de retraite sera de 20 milliards en 2017, nous disent les « experts » appointés par le gouvernement. 20 milliards ! Soit le montant du crédit d'impôts aux entreprises voté en décembre dernier par l'assemblée nationale socialiste... Une goutte d'eau dans l'océan des subventions, des niches fiscales et des commandes d'Etat qui enrichissent toujours plus les grands groupes. Sans même parler des multiples exonérations de charges patronales qui à elles seules expliquent l'intégralité du « trou de la sécu ».

Pourtant, même dans la crise, le patronat est loin d'être à l'article de la mort. En témoignent les profits des entreprises du CAC 40, publiés cette semaine. Les « réserves de cash » des multinationales atteignent des records historiques : Total, à lui seul, est assis sur un tas d'or de 18 milliards d'euros, immédiatement disponible.

Mais, toute honte bue, le gouvernement n'hésite pas à faire les poches aux salariés et aux retraités pour combler les trous creusés par sa politique d'aide aux plus fortunés.

Retour vers le futur

Les ministres et autres ténors socialistes, reprennent les vieux disques rayés... de Sarkozy, qui avait déjà commis une énième réforme contre les retraites en 2010. L'espérance de vie augmente, ma bonne dame, il

faut donc travailler plus. Et cotiser plus. Et gagner moins, à la retraite comme dans la vie active.

Mais que pèse l'augmentation de l'espérance de vie, de quelques mois toutes les décennies, par rapport à l'explosion du chômage qui atteint 10,6% de la population active et réduit d'autant le nombre des cotisants qui alimentent les caisses de retraite ? A qui la faute, sinon aux patrons qui licencient massivement et vident des usines entières comme celle de PSA à Aulnay-sous-Bois ou de Goodyear à Amiens-Nord ?

Le chômage fait aussi pression sur ceux qui ont un emploi, en les poussant à accepter des salaires de plus en plus bas. Un chantage patronal qui prend aujourd'hui le nom d'« accord compétitivité-emploi » et que les socialistes souhaitent inscrire dans la loi. Un nouveau manque à gagner pour les caisses de retraite, puisque les cotisations sont proportionnelles aux salaires.

Sauvons-nous nous-mêmes !

Interdiction des licenciements, partage du travail entre tous jusqu'à l'extinction du chômage, augmentation des salaires de 300 euros par mois, voilà les mesures qui peuvent réellement « sauver les retraites ». Ce sont donc les ouvriers de PSA, en grève depuis huit semaines pour garder leur emploi, ou ceux de Goodyear, qui font le véritable « effort » pour sortir de l'ornière de l'austérité généralisée. Et c'est Valls qui leur envoie les CRS.

Licenciements, précarité, chantage patronal, et maintenant les retraites. La boucle est bouclée. Au moins, les choses sont claires. Face au patronat et au gouvernement, pour stopper cette politique d'appauvrissement généralisé, il va falloir s'y mettre tous ensemble.

Interdiction des licenciements et des suppressions de postes !

• **Pas touche à nos retraites !**

Retraités, salariés, chômeurs, même combat contre le gouvernement et les patrons casseurs d'usines et tueurs d'emplois !

La voie est tracée

Jeudi dernier, nous sommes allés à une centaine de grévistes à un rassemblement au fret à Air France. Depuis trois semaines, ils sont en lutte contre le plan Transform 2015 qui prévoit 5 000 suppressions de postes. D'autres salariés d'entreprises ayant les mêmes problèmes que nous étaient également présents : Aéropiste, sous-traitant d'Air France, Servair, dont le patron fait pression sur les rythmes de travail, ce qui peut aboutir aussi à des suppressions d'emploi, Presstalis, une délégation de DMI, fonderie de Vaux dans l'Allier qui est en liquidation.

Dans les interventions tous réclamaient des actions communes le plus rapidement possible, et pourquoi pas dès cette semaine. Tous affirmaient qu'il y avait là une cause commune, et qu'il fallait s'y mettre tous ensemble.

Au QG des patrons voyous

Après s'être fait claquer la porte au nez à l'Hôtel de Ville, 48h nous ont suffi pour en tirer les leçons : vendredi nous avons réussi à investir les locaux de l'UIMM. Dans ce parlement des patrons de la métallurgie, où ils élaborent leur politique anti-ouvrière, des siècles d'exploitation leur ont permis d'accumuler un luxe incroyable, que nous avons pu apprécier pendant 5 heures ! Nous sommes sortis en manifestant au slogan de « on est des ouvriers, pas des casseurs, les casseurs, c'est les patrons ! »

Valls, bon petit soldat du capital

Suite au CCE de Goodyear qui a entériné jeudi dernier la fermeture du site d'Amiens Nord, Valls, l'air martial, a promis des « poursuites ». Pas contre les patrons licenciés, mais contre les salariés qui se battent depuis six ans pour leur emploi et ont eu l'outrecuidance de lancer de la peinture sur les CRS et de brûler des pneus... qu'ils produisent encore.

Face à la véritable guerre sociale que les patrons nous mènent, les ouvriers de Goodyear ont bien raison de laisser éclater leur colère et de montrer les dents.

Des milliards en veux-tu, en voilà

Pauvres sociétés du CAC 40, trois fois rien cette année : 53 milliards d'euros à peine. Une baisse 28 % sponsorisée par mouchoir kleenex. Elle serait crédible si elle n'était largement due à une manœuvre comptable, celle des dépréciations d'actifs, c'est-à-dire des biens et valeurs des

sociétés qui ne seraient des pertes réelles pour les patrons que si ceux-ci décidaient de les vendre. Pertes artificielles donc et fictives. Des profits patronaux menacés ? On en voudra pour preuve la publication par le magazine Forbes de la hausse du nombre de milliardaires dans le monde : en hausse de 17 % pour atteindre 1 426 cumulant la coquette somme de... 5 400 milliards d'euros. Quand on nous demande de serrer la ceinture, au moins, on sait où va l'argent !

Accords qui n'engagent que ceux qui les signent

8 250 suppressions de postes, augmentation de 6,5 % du temps de travail annuel, suppressions de RTT, gel des salaires, mobilité géographique... Les accords de compétitivité Renault constituent une attaque en bonne et due forme contre tous les salariés. Certains syndicats, satisfaits des promesses de volumes de production et des retouches cosmétiques faites au projet initial de la direction, sont prêts à les signer.

Mais ce n'est pas parce qu'ils vont à la niche que les salariés les suivront.

Égypte : La colère monte à Port-Saïd

Il y a un an, à l'issue d'un match de foot opposant l'équipe du Caire à celle de Port-Saïd, des bousculades avaient provoqué la mort de 73 personnes. Alors que la justice égyptienne condamne 21 supporters de l'équipe de Port-Saïd à la peine de mort, des manifestations de colère ont éclaté. Les manifestants dénoncent le verdict, jugé trop clément envers les policiers, pour la plupart acquittés. Ils les tiennent pour responsables, ainsi que Morsi et son gouvernement.

La contestation contre le pouvoir islamiste continue de s'exprimer en Égypte. Elle seule pourra triompher de ceux qui n'hésitent pas à faire appel à l'armée, comme à Port-Saïd, pour la réprimer.

Le gouvernement soucieux de la santé c'est louche !

Il a suffi que la Cour des Comptes, à la recherche de tous les sous à gratter, dénonce le fait que le diesel soit moins taxé que l'essence (7 milliards de « perdus ») pour que le gouvernement et la presse découvrent soudain le caractère super polluant de ce carburant. Bref si prochainement on augmente le prix du gasoil, ou si on condamne les possesseurs de vieilles voitures à en changer (et ce n'est pas dans le 16^e ou à Versailles que les voitures sont vieilles), ce sera sûrement pour votre santé... Et celle du ministère des finances !